

tient ses promesses de ne pas accroître la Fonction publique et de confier certaines activités au secteur privé!

Nous avons maintenant une bonne idée de ce que le gouvernement nous réserve. Il est en train de s'organiser, sous la direction—incroyable mais vrai—de Michael Pitfield, le SM-5. On croirait qu'il s'agit d'une cellule du FLQ ou d'un service secret. Le gouvernement a finalement reconnu que notre économie est plus ou moins dans le marasme et les bureaucrates se précipitent pour combler les brèches, sous la direction compétente de M. Pitfield, greffier du conseil privé. Tout ce que sait le public, c'est que chaque fois que M. Pitfield s'en mêle, il y a quelque chose qui cloche.

● (2142)

On se souviendra que M. Pitfield a dirigé il y a un an le DM-10, groupe de dix sous-ministres qui s'est réuni pour trouver les moyens de relancer l'économie après la levée des contrôles. A cette époque, on a annoncé que ce groupe «entamerait des discussions, un dialogue et une consultation avec tous les secteurs de la société canadienne, les gouvernements provinciaux, les représentants de l'entreprise, les syndicats et les organismes de consommateurs, les autres groupes d'intérêt et les particuliers». Dix mois plus tard cela n'a toujours rien donné. La moitié de ces bureaucrates, comme l'indique le nom DM-5, va-t-elle produire deux fois plus? Et que font les 2000 économistes à l'emploi du gouvernement? Ne peut-il trouver parmi eux des gens assez compétents pour damer le pion au groupe DM-5?

Certains détails du budget devront être étudiés de plus près à l'étape du comité. Je crois que le ministre des Finances s'est montré trop optimiste si nous considérons ce qui nous attend. Il est presque certain qu'en 1978 le chômage restera élevé et que l'inflation dépassera l'objectif révisé de 6 p. 100. Nos déficits commerciaux vont s'alourdir avec nos emprunts à l'étranger d'autant plus que les gros emprunts faits par le gouvernement fédéral au Canada obligent les gouvernements provinciaux à emprunter à l'étranger.

Et que dire de cet argent que nous empruntons à l'étranger? Selon l'OCDE, les 24 pays les plus riches au monde ont prêté pour 31 milliards de dollars à l'extérieur de leurs frontières. Les gouvernements canadiens et les compagnies canadiennes ont emprunté l'année dernière 8.9 milliards de dollars soit presque le tiers de cette somme. Cette année, selon l'OCDE, le Canada a emprunté 5.2 milliards de dollars, ce qui est relativement peu élevé par rapport à 1976. Mais même si le Canada a emprunté relativement peu d'argent, il en a emprunté plus que tout autre pays. Les ventes de valeurs canadiennes se sont élevées à 4 milliards de dollars pendant les quatre premiers mois de l'année en cours. La Grande-Bretagne, la Norvège et le Japon ont emprunté environ 1.5 milliard de dollars sur les marchés mondiaux. La France a emprunté environ 1.3 milliard de dollars et les États-Unis environ un milliard. En général, il s'agissait d'emprunts obtenus par des sociétés et non par des gouvernements.

Le gouvernement fédéral du Canada pourrait songer à emprunter à l'étranger s'il voulait mettre fin à la baisse du dollar canadien, mais aucun autre pays du monde n'est rendu au point où il emprunte autant d'argent à l'étranger que le Canada. Le genre d'emprunts obtenus par le Canada est particulièrement inusité. Ordinairement, ce sont les sociétés privées qui empruntent le plus à l'étranger, mais au Canada, ce sont les gouvernements provinciaux et les administrations

Impôt sur le revenu

municipales. Ils ont vendu 63 p. 100 de toutes les valeurs transigées sur le marché international par des emprunteurs canadiens. Le reste des emprunts a été consenti surtout à des sociétés.

Pourquoi empruntons-nous tellement à l'étranger? Il semble que notre cote de crédit à l'étranger soit meilleure que notre question économique. La récente baisse du dollar canadien le montre tout aussi bien que l'incertitude politique qui existe actuellement au Canada. On commence maintenant à mettre en doute notre stabilité économique. A cause de sa situation géographique et de sa richesse, le Canada devrait être l'un des pays les plus stables du monde. Les engagements contractés par les gouvernements canadiens ont dépassé leurs recettes de plusieurs milliards de dollars. Ce sont les services fédéraux qui ont accumulé les déficits les plus importants, mais les gouvernements provinciaux ne sont pas si loin derrière. Si le gouvernement fédéral veut trouver de l'argent au niveau local, cela réduit d'autant les ouvertures laissées aux autres échelons gouvernementaux.

Tout ceci indique que les gouvernements sont mal pris. Maintenir un même niveau de services signifierait devoir emprunter davantage. J'y vois un cercle vicieux. L'an dernier notre déficit a été de l'ordre de 4.4 milliards de dollars. On estime qu'il s'élèvera à 5 milliards en 1978, à 6.3 milliards en 1979. Ces prévisions sont celles de Wood-Gundy. Il y a nombreuses raisons à cela. D'après le ministère des Finances, une partie de cette détérioration globale est à caractère cyclique. Cependant la très récente période d'inflation rapide des salaires et des prix au Canada a placé les industriels canadiens dans une situation concurrentielle plus difficile.

Même si nous enregistrons un surplus dans notre balance commerciale, il n'en faut pas moins reconnaître que nos énormes emprunts à l'extérieur entraînent avec eux des coûts accrus qu'il va falloir supporter. Quoique le dollar canadien ne se soit déprécié que de 14 p. 100 par rapport au dollar américain, nous avons une bonne idée de sa valeur réelle quand nous le comparons au yen, à la livre britannique ou au mark ouest-allemand: l'an dernier, il s'est déprécié de 33 p. 100, de 28 p. 100 et de 21 p. 100, respectivement.

Que faire pour mieux nous acquitter de nos obligations à l'étranger? Naturellement, la première de ces mesures viserait les déplacements, mais ce serait difficile à appliquer à moins d'instituer un contrôle des changes et d'empêcher les voyageurs d'apporter à l'étranger autant d'argent qu'ils le désirent, ce qui d'un point de vue politique serait très mal vu. Augmenter davantage nos emprunts permettrait un certain temps d'acquitter les intérêts dus sur les emprunts mais à la longue nous deviendrions insolvables.

De toute évidence, le meilleur moyen de lutter contre le déficit extérieur est d'accroître nos exportations. Peut-être oublions-nous que nous avons été des scieurs de bois et des porteurs d'eau. Si nous le faisons bien, et c'est tout ce que nous pouvons faire, nous devons y songer. Nous pourrions envisager d'augmenter nos exportations alimentaires, ce qui semble possible et probable si nous ne nous trouvons pas gênés par toute une série de commissions visant à abaisser la production et à maintenir les prix à un niveau élevé pour préserver la stabilité. Nous devrions envisager l'exportation d'énergie, surtout que des découvertes récentes montrent que des quantités importantes de gaz naturel seront disponibles pendant quelques années encore. Il ne faut pas oublier qu'en matière d'énergie, nous